

OLIVER
MACHINE A ECRIRE
de grande puissance
à bords à caractères
DOUBLES
Les meilleurs prix.
A. CLAUDE
Agent général direct pour
le Nord, LILLE
34, RUE NATIONALE, 34

**LA SEMAINE SOCIALE
DE STRASBOURG**

Strasbourg demeure encore le point d'attraction vers lequel tous les Français de l'intérieur aiment à diriger leurs regards et leurs pas. Toutes les associations, tous les groupes qui portent en eux quelque rayon de la pensée française veulent essayer d'en découvrir là-bas le reflet. Il faut reprendre contact et refaire la soudure.

L'originalité institutionnelle de la Semaine Sociale qui a depuis longtemps entretenu son tour de France, veut l'agrandir jusqu'au Rhin. De Toulouse, où elle a tenu ses dernières assises, elle s'étend jusqu'à la chère capitale alsacienne. On ne peut brusquer plus rudement les transitions.

Par là même s'accuse plus nettement l'unité et la continuité du dessin poursuivi par les fondateurs et les mainteneurs de cette itinérante université.

C'est en 1904 que quelques catholiques sociaux organisèrent, à Lyon, la première Semaine Sociale. Seize ans ont passé — si j'osais l'écrire — et de catastrophes — et l'invention a subi l'épreuve et a survécu. Il fallait qu'elle eût une valeur permanente.

Dans ces sessions, des hommes qui se réclament d'une doctrine, viennent passer au creuset de cette doctrine nos institutions, nos lois, nos mœurs. Ils font de la sociologie, d'abord. Puis à la science ils se proposent de joindre l'action. Leurs études doivent avoir un aboutissement dans la vie. Ils ne veulent pas seulement rendre la société meilleure.

Cependant, ils ne constituent pas une association philanthropique, au sens usuel de ce mot, et ce n'est pas un Congrès d'œuvres charitables et sociales qu'ils vont tenir à Strasbourg.

Ce n'est pas un Congrès, parce que ce n'est pas une réunion de représentants d'œuvres groupées en tant que tels. Au contraire, les auditeurs sont quelconques : hommes d'actions et de pensée. Ils viennent puiser là des inspirations plutôt que des disciplines et des enseignements. Au reste, ils sont sur ces bancs pour écouter beaucoup plus que pour discuter. Ce ne sont pas des délibérations qui s'échangent : ce sont des cours que des professeurs font à des étudiants.

C'est en étudiants, tout au moins en simples auditeurs que ces jeunes gens, mais aussi ces hommes mûrs, ces prêtres, ces femmes adonnées à toutes les bonnes œuvres viennent s'asseoir pendant une semaine sur ces bancs. Les uns enseignent, les autres apprennent, sans orgueil pour les premiers, sans fausse honte pour les autres. Voici bien loin de la vanité des Congrès.

LES REPARATIONS
L'échéance du 31 mai

M. Hermès serait chargé de soumettre des propositions

Paris, 23 mai. — A la suite des conversations officielles qui se sont poursuivies sans arrêt entre les délégués à la Commission des réparations, agissant individuellement, et M. Hermès, ministre allemand des finances, on peut considérer, semble-t-il, que le gouvernement allemand est en mesure de soumettre à la Commission des réparations des propositions officielles qui permettraient d'arriver à un accord avant l'échéance du 31 mai.

Les échanges de vues qui ont eu lieu jusqu'ici n'engagent ni la Commission, ni le Gouvernement allemand. On n'est pas encore sorti, en effet, de la phase des pourparlers officieux.

CONSEIL DES MINISTRES
Paris, 23 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Millerand.

L'assassinat à Belfast d'un député du Parlement de l'Ulster
Paris, 23 mai. — Voici d'après les correspondants des journaux à Londres dans quelles circonstances M. William J. Twaddell, membre du Parlement irlandais, a été tué d'une balle dans les rues de Belfast.

L'Italie livrerait à la Russie d'anciens avions de guerre dans un but commercial
Rome, 23 mai. — On parle beaucoup depuis quelques jours, des accords italo-russes concernant l'aviation. Ces accords semblent avoir un caractère purement commercial.

Un grave complot en Yougo-Slavie
Belgrade, 23 mai. — Les journaux annoncent que la police frontalière vient d'arrêter un agent terroriste hongrois, qui est venu en Yougo-Slavie pour s'assurer le concours de certains individus qui se montreraient disposés à se livrer à des attentats en territoire yougo-slave.

LA CONVENTION IRLANDAISE APPROUVE L'ACCORD
Dublin, 23 mai. — Environ deux mille représentants des organisations sion-féin de toute l'Irlande, ont assisté aujourd'hui à la réunion de la convention irlandaise.

LE RETOUR DE GENES
Rome, 23 mai. — Selon le « Tempo », plusieurs députés de divers partis ont décidé, à l'occasion du retour de la délégation italienne, de se rendre à la gare, exprimer à M. Facta, leur satisfaction pour la politique suivie à Gènes, par les députés italiens.

LA CATASTROPHE DE L'« EGYPT »

DECLARATIONS DU CAPITAINE LE BAZIC COMMANDANT DE LA « SEINE »
Paris, 23 mai. — Un envoyé spécial à Brest a reçu du capitaine Le Bazic, commandant de la « Seine » qui aborda l'« Egypt » les déclarations suivantes :

La collision, dit-il, fut rapide comme un éclair. Je marchais à une allure ralentie et faisais constamment donner la sirène. Depuis deux jours et deux nuits je ne quittais pas la passerelle, car dans le brouillard intense, on ne voyait rien. Aussitôt l'abordage, continua le capitaine, je me rendis compte de la gravité de l'accident. J'ai fait tous mes efforts pour ne pas perdre de vue l'« Egypt ». Malgré le brouillard, j'y suis parvenu et ayant immédiatement fait mettre à la mer mes quatre canots, le sauvetage a commencé. Il fut hélas très difficile. Des barques arrivent pleines de naufragés, mais ceux-ci croyant que mon bateau allait aussi couler se voulaient jeter à mon bord. J'eus les plus grands difficultés à les y décider. A 11 h. du soir seulement, je quittais le lieu de la catastrophe.

L'ATTITUDE HEROIQUE D'UNE RELIGIEUSE
Londres, 23 mai. — Le « Daily Mail » souligne l'attitude héroïque d'une religieuse, au cours du naufrage de l'« Egypt ». Mlle E. M., en religion Sœur Rhoda, a refusé de prendre place dans un canot de sauvetage, afin de ne pas l'encombrer.

DEUX AUTRES CADAVRES REPECHES
Brest, 23 mai. — Une barque de pêche de Douarnenez vient de trouver le cadavre d'une femme portant des boucles d'oreilles faites avec des pièces péruviennes, une sillance en or avec pierre bleue, et une chevalière en or aux initiales B. M.

UNE DOUBLE EXECUTION CAPITALE A PARIS
Paris, 23 mai. — Une double exécution capitale a eu lieu ce matin, à Paris, et non à Nantes, comme nous l'avons annoncé par erreur, celle d'Emile Leillette, et de Louis Cadet qui avaient assassiné Mme Descheyer, cabaretière à Boulogne-sur-Mer, et Mme Bertrand, rentière à Ivry-sur-Seine.

L'arrestation à Paris d'un avocat stagiaire pour escroqueries
Paris, 23 mai. — Un jeune avocat stagiaire du barreau de Paris, M. Jean Guillemin, 26 ans, demeurant 8, avenue du Parc, à Montsouris, qui avait disparu ces jours derniers de son domicile, a été arrêté par la police judiciaire, dans un hôtel du boulevard Saint-Michel, sur l'ordre de M. Pamart, juge d'instruction, à la suite de plaintes en escroquerie déposées au magistrat avant été assisté depuis quelque temps.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA RENTRÉE DU PARLEMENT
A la Chambre
UNE PREMIERE SEANCE EST LEVEE EN SIGNE DE DEUIL A PROPOS DE LA MORT DE M. DESCHANEL

Dans une deuxième séance la Chambre aborde le débat sur la politique extérieure

LA RENTRÉE DU PARLEMENT

A la Chambre
UNE PREMIERE SEANCE EST LEVEE EN SIGNE DE DEUIL A PROPOS DE LA MORT DE M. DESCHANEL

Dans une deuxième séance la Chambre aborde le débat sur la politique extérieure

PREMIERE SEANCE
Paris, 23 mai. — La reprise des travaux parlementaires s'effectue dans le plus grand calme.



M. DESCHANEL
ancien président de la République

L'hommage à M. Deschanel
Le Président de la Chambre, dans une allocution empreinte d'émotion, a rendu l'hommage au Sénat dans le même temps adressé à M. Paul Deschanel.

UN INCIDENT
Tous les députés se lèvent à l'exception de quatre députés communistes.

M. RAYMOND POINCARE
M. Raymond Poincaré, président du Conseil, demande la parole et se place, il dit :

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE
Le Président annonce que MM. Tardieu et Viat ont demandé à la Chambre, être immédiatement en séance pour la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement.

La question des pétroles

M. Lacroix monte à la tribune. Le député de l'Aube, avec les violences de langage qui lui sont habituelles et que la Chambre ne relève pas, raconte les procédés qu'il connaît de la guerre des pétroles entre l'Angleterre et l'Amérique et dont parfois, affirme-t-il, la France ait les faits.

Les critiques de M. Tardieu
M. de Chappedelaine cède son tour de parole à M. André Tardieu.

NOS DROITS MUTILES
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

LA CHAQUE CONFERENCE
Le député de Seine-et-Oise fait un court historique de toutes les négociations qui ont eu lieu entre les Alliés et l'Allemagne et qui ont modifié en le diminuant, ce que la France pouvait attendre du traité de Versailles.

ce traité, adopté l'attitude qui convenait. Le question des biens privés est essentielle.

M. Tardieu rappelle dans quelles conditions la France qui avait signé le mémorandum à la Russie, l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique.

M. Tardieu, — Si la France, n'avait pas perdu trois jours avant de se rallier sans réserve à la thèse de M. Janpar, la France et la Belgique auraient gagné à leur thèse d'autres puissances et la situation aurait été différente. (Applaudissements sur divers bancs à droite.)

M. Tardieu critique également l'attitude de nos députés, à propos des pourparlers avec les Soviets. Le gouvernement de la France aurait pu être entièrement libre.

M. Poincaré, — Il est encore. (Vifs applaudissements.)

M. Tardieu, — Oui mais quand nous irons à La Haye?

M. Tardieu, — Le Gouvernement est entièrement libre et ne fera rien avant d'avoir l'approbation du Parlement. (Applaudissements.)

LA HAÏE
M. Tardieu, — Oui, mais à La Haye, au lieu d'être le porte-parole de la thèse sur les biens privés, la France n'aura pas les bénéfices de l'initiative.

M. Poincaré, — Le Gouvernement prendra ses responsabilités et ira à La Haye que s'il a l'approbation du Parlement. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

LA CRISE DES CHANGES
M. Tardieu, — C'est alors que les publicistes anglais et américains, trompés, mal informés sur les causes de la crise dont ils souffraient, demandèrent l'ouverture de marchés nouveaux. Les gouvernements européens belge, français, italien, admettent interalliés, tonnes et le change qui leur la solidarité interalliée, surtout au moment de la crise des changes. Ils ne furent pas entendus.

M. Tardieu, — Je regrette qu'à Gènes le Gouvernement français n'ait pas combattu la thèse anglo-saxonne du matérialisme économique, en montrant que la solidarité économique ce sont les anglo-saxons qui l'ont brisée et que seule la solidarité interalliée pourrait ramener la paix économique plus que la reconstruction des vaincus.

M. Poincaré, — Je vous montrerai que tout cela a été dit par nous à Gènes, moins bien que par nos collègues américains. (Vifs applaudissements.)

M. Tardieu maintient que dans les deux occasions, à propos du traité de Rapallo et à propos de la prochaine réunion de La Haye, la France n'a pas pris position avec assez de force ni avec assez de netteté.

LE MANQUE DE SOLIDARITE ECONOMIQUE
M. Tardieu montre le danger du manque de solidarité économique, qui est intervenu quelque temps après l'armistice. Cette solidarité a sauvé les alliés pendant la guerre. Si cette solidarité a manqué n'est-ce pas parce que les Anglais, puis les Américains ont désiré la cessation de cette situation.

M. Tardieu rappelle comment il obtint, pendant la guerre, que les Etats-Unis se privent de farine de blé pour porter le stock exportable de 500.000 tonnes à 4 millions de tonnes en deux mois.

M. Tardieu, — Je rends hommage à cette magnifique solidarité. (Applaudissements.) Mais je ne peux pas oublier que c'est en 1919, que le gouvernement américain a déclaré que la trésorerie américaine, sous réserve de la matière, n'approuverait aucune transaction à la Conférence de la paix qui pourrait avoir pour résultat de réduire la dette des alliés vis-à-vis de l'Amérique ou d'apporter un changement à la situation. C'était la négation de toute solidarité.

M. Tardieu rappelle comment il obtint, pendant la guerre, que les Etats-Unis se privent de farine de blé pour porter le stock exportable de 500.000 tonnes à 4 millions de tonnes en deux mois.